

Commission : Sommet UE – candidats à l'adhésion

Problématique : Quelle place peut-on donner aux pays officiellement candidats à intégrer l'UE et quelle stratégie d'élargissement mener à l'horizon 2050 ?

Auteur : Espagne

Le Royaume d'Espagne est un état transcontinental qui, situé en Europe du Sud, occupe la grande majorité de la péninsule Ibérique partagée avec le Portugal. C'est en 1986 que l'Espagne intègre la Communauté économique européenne (CEE) suite à la transition démocratique en tant qu'Etat de droit. Elle est une monarchie constitutionnelle démocratique, dont le monarque actuel est le roi Felipe VI. Depuis 2018, l'Espagne est gouvernée par le Premier Ministre Pedro Sánchez, représentant du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) actuellement en coalition avec le parti de gauche radical Unidas Podemos (UP). Le gouvernement promeut des politiques progressistes, qui dans la majorité des cas sont fortement europhiles. Hormis l'Union Européenne, l'Espagne est tout de même membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) depuis 1982 et reste un des fidèles alliés des Etats-Unis en Europe.

Le problème de l'adhésion à l'Union Européenne a été soulevé très souvent, dans différents contextes. D'abord, sur les conditions pour y adhérer, puis sur les standards ainsi que les principes que cette adhésion définit. Cette problématique est d'autant plus importante dans le contexte actuel, avec pour la première fois de l'histoire de l'institution européenne un pays ayant décidé de quitter l'Union, le Royaume-Uni; ainsi que plusieurs nouveaux candidats à l'adhésion dans une Union Européenne qui veut se définir de plus en plus par des conditions d'entrée fermes.

L'Espagne a toujours été un pays concerné par cette question de l'adhésion, d'abord de par ses propres difficultés à se conformer aux standards européens après plus de 30 ans de gouvernement franquiste, puis, de par l'intérêt porté aux candidats contemporains.

Il est bien évidemment essentiel pour l'Espagne, que n'importe quel pays présentant sa candidature à l'Union Européenne réponde aux critères de Copenhague de 1993. Ces derniers demandent d'abord un gouvernement démocratique du pays, respectant les droits de l'Homme, ainsi qu'une économie de marché suffisamment compétitive pour soutenir la pression du marché commun européen, et enfin un agenda adhérent aux conditions posées par l'Union Européenne de buts politiques, économiques, et sociaux. Un pays respectant ces critères est, pour l'Espagne, un pays digne de déposer sa candidature, et, suite aux règlements nécessaires, un pays digne de rejoindre l'Union Européenne.

Le royaume d'Espagne estime de plus, qu'une priorité devrait être accordée aux pays des Balkans Occidentaux. Ces derniers ont effectué un progrès monumental dans les dernières années, et notre pays est de l'avis que l'Union Européenne devrait consolider leurs efforts, et les mettre dans le droit chemin. En effet, avec l'aide de l'UE, les pays des Balkans occidentaux pourraient plus facilement réformer leurs systèmes politiques ou économiques encore en difficulté pour se conformer aux normes européennes, et ainsi être bénéfique à cette dernière. En effet, l'adhésion de ces pays apporterait une valeur ajoutée importante à l'Union Européenne.

La stratégie pour l'adhésion des pays des Balkans occidentaux commence par Le processus de stabilisation et d'association (PSA), un processus mis en place en 1999 pour aider les relations bilatérales entre l'UE et les pays concernés. Cela prend la forme d'accords de stabilisation et d'association (ASA), qui motivent et soutiennent les efforts des pays pour adopter des décisions et des agendas qui les aideraient à intégrer l'Union Européenne. L'Espagne est très impliquée dans ce projet, et aimerait voir sur le long terme une intégration des Balkans occidentaux facilitée, dans le cadre du PSA, pour les voir comme membres européens à part entière du continent mais aussi de l'Union.

Pour conclure, l'Espagne est très ouverte aux élargissements de l'UE, dans les conditions des critères de Copenhague, avec notamment un soutien aux pays des Balkans occidentaux, avec le PSA. Notre pays est, dans sa politique ainsi que son opinion publique très europhile, ce qui se reflète dans sa politique sur les candidats à l'adhésion.